Chers amis producteurs et productrices de lait, chers sympathisants,

C'est un choix

« Pour la première fois dans ma carrière de producteur laitier, la possibilité m'est donnée de choisir comment réagir face à un niveau très bas du prix du lait : je peux choisir d'augmenter ma production pour améliorer ma trésorerie. Ou bien je peux opter pour la participation au programme de la Commission européenne, en réduisant mes volumes, tout en recevant un peu de revenu pour mon travail. »

Ces paroles ont été prononcées par le président d'une de nos organisations membres. Elles révèlent l'importance du nouvel instrument de gestion de crise lancé par la Commission européenne pour contrer la chute actuelle du prix du lait. Et notre collègue a tout à fait raison. C'est la première fois que les producteurs de lait ont un choix lorsqu'ils sont confrontés à un prix du lait très bas.

De nombreux éleveurs laitiers ont d'ailleurs saisi cette opportunité. L'instrument en question a déjà produit un effet psychologique sur le marché, et ce même avant sa mise en application : en effet, juste après que la Commission européenne ait publié son intention de mettre en œuvre un programme pour récompenser les réductions de volumes, les prix du marché ont réagi de manière positive. Tout comme l'EMB l'avait prédit. Les aspects psychologiques jouent un rôle important dans le marché. La seule information d'une diminution de l'offre de lait sur le marché dans les mois à venir suffit pour influencer le comportement des acheteurs et faire monter les prix.

Une hausse des prix spectaculaire a d'ores et déjà été annoncée pour le mois d'octobre (augmentation de plus de 4 centimes). Cette augmentation est bien sûr une bonne nouvelle, mais la vitesse à laquelle une telle augmentation peut se produire soulève également des questions. Notamment : les laiteries ont souvent avancé l'argument (ou l'excuse) que les contrats en cours empêchaient de refléter immédiatement une montée des prix du marché dans le prix payé aux producteurs. Pourquoi n'est-ce pas le cas cette fois-ci ?

Il y a quelques semaines seulement, certaines laiteries avaient annoncé pour les mois à venir des prix du lait encore plus bas, vu la situation décrite comme « stable mais pas meilleure ». Qu'est-ce qui a changé ?

Les industriels ont-ils une vision aussi limitée du marché ? Ou les producteurs laitiers doivent-ils se rendre à l'évidence que grâce à ce système opaque, l'industrie les a privés de leur juste part des marges, et ce déjà depuis un bon bout de temps ?

Le fait que la Commission européenne, en lançant une enquête sur la répartition des marges dans la filière du lait, suive le secteur de près, pourrait aussi fournir une partie de l'explication.

Le travail de plaidoyer de l'EMB joue un rôle important dans tous ces développements et ce avec un certain succès : après la grève du lait en 2008, un groupe de haut niveau avait été mis en place. Dans ce groupe de travail, l'EMB avait demandé une enquête sur la répartition des marges dans la filière du lait. Cette enquête est actuellement en cours.

Le travail de plaidoyer de ces deux dernières années e été encore plus efficace : le programme de réduction des volumes produits contre payement d'une indemnité constitue un élément important du Programme de responsabilisation face au marché (PRM). L'industrie laitière et les syndicats agricoles traditionnels unis au sein de la Copa-Cogeca avaient mis en cause l'efficacité de cette composante du programme, notamment à travers leur propre travail de lobby. Selon eux, les producteurs de lait ne participeraient jamais à un programme de réduction volontaire de la production. Mais ils avaient tort : les éleveurs laitiers ont fait preuve de leur volonté de remédier au déséquilibre du marché laitier, lorsqu'ils en ont l'occasion.

EMB Bulletin octobre 2016

- La réduction européenne des volumes est utilisée à 98,9%
- Dialogue entre des producteurs d'Afrique de l'Ouest et des représentants politiques européens
- Une crise ? Quelle crise ?
- La crise agricole fait chuter les ventes de machines
- La concurrence déchire l'Europe
- Les prix du lait dans les pays - comparaison du prix du lait de l'EMB entre octobre 2015 et juillet 2016
- L'idéologie néolibérale ne peut pas fragiliser l'existence des agriculteurs
- Vous pouvez nous trouver sur Facebook

Contact

EMB - European Milk Board asbl
Rue du Commerce 124
B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935
Fax: +32 - 2808 - 8265

office@europeanmilkboard.org
www.europeanmilkboard.org

Les producteurs qui ne participent pas au programme de réduction volontaire de la production peuvent quant à eux également faire un choix judicieux et montrer leur bonne volonté : en ne pas augmentant leur volume de production durant la période d'application de la mesure de réduction. Ils pourront ainsi montrer qu'ils ne sont pas des opérateurs de marché égocentriques qui s'intéressent uniquement à leurs propres intérêts, mais qu'au contraire, ils comprennent la responsabilité que leur impose la Politique agricole commune. Faire ce choix montrerait effectivement le côté positif de l'Union européenne.

Étant donné que l'EMB a fait preuve de son excellente vision et de sa capacité d'évaluer correctement l'état d'esprit des producteurs de lait, ce serait un choix logique et judicieux de la part du commissaire européen à l'agriculture d'inclure l'EMB dans les discussions sur les prochains pas à entreprendre en termes de gestion du marché. Notamment, la mise en place d'un instrument qui permet de choisir le degré de volatilité du prix du lait payé aux producteurs.

Un prix du lait équitable pour les producteurs est le seul moyen de garantir la sécurité alimentaire et d'éviter toute forme d'exploitation et d'abandon dans le secteur. C'est un choix qui en vaut la peine.

Sieta van Keimpema, vice-présidente de l'EMB et présidente du DDB Pays-Bas

---

La réduction européenne des volumes est utilisée à 98,9%

© wikimedia

Les chiffres publiés par la Commission européenne sur le dépôt des demandes d'aides à la réduction des volumes de lait démontrent l'intérêt des producteurs pour les indemnités européennes en cas de renonciation aux livraisons.

Au total, plus de 52 000 exploitants agricoles ont participé à la première série de demandes et ont utilisé près de 99% de la somme de 150 millions d'euros mise à disposition au niveau européen.

Les producteurs de lait européens se sont ainsi exprimés clairement en faveur d'une réduction des volumes. L'offre excédentaire des derniers mois a fait baisser le prix du lait dans toute l'Europe et a mené à la faillite un grand nombre de producteurs. « La participation importante au programme de réduction européen montre que les producteurs de lait européens veulent s'attaquer à la crise par l'angle de la production », explique Romuald Schaber, président de l'European Milk Board. Ceci vient contredire nettement les affirmations des experts en agriculture, de certaines parties de la Commission européenne, des syndicats agricoles et de l'industrie de transformation, selon qui les producteurs de lait *voudraient* produire toujours plus et une réduction ciblée de l'offre ne serait pas possible.

D'ailleurs, les pays de grande production laitière comme l'Irlande, les Pays-Bas, l'Allemagne, la France et la Belgique enregistrent justement une forte participation au programme de réduction des volumes. « Il n'est pas possible d'exprimer plus clairement la nécessité de mettre le holà, explique M. Schaber. « La renonciation aux livraisons est un premier pas dans la bonne direction. Il est toutefois regrettable que la mesure ait été introduite si tardivement et que les volumes produits n'aient pas été plafonnés simultanément au niveau européen. Il faudrait que des fonds soient également mis à disposition pour la deuxième période de réduction afin d'amortir la surproduction des derniers mois et, le cas échéant, de continuer à réduire les volumes. »

La mise en place d'un Programme de Responsabilisation face au Marché, comme celui proposé par l'EMB, est nécessaire afin d'éviter la répétition de crises laitières similaires. Les producteurs de lait pourront ainsi réagir rapidement et de manière préventive aux risques de soubresauts du marché.

Communiqué de presse de l'EMB (28 septembre 2016)

Dialogue entre des producteurs d'Afrique de l'Ouest et des représentants politiques européens

Des producteurs de lait burkinabés sont venus passer deux jours à Bruxelles pour discuter d'une politique laitière européenne responsable avec la Commission européenne et des députés européens de divers groupes parlementaires.

© EMB

René Millogo de la Plate-forme d'actions à la sécurisation des ménages pastoraux (PASMEP) et Mariam Diallo de l'Union nationale des mini laiteries et producteurs de lait local du Burkina (UMPL/B) veulent se faire une meilleure idée de l'objectif de la politique européenne. Ils voudraient, en outre, faire part de leurs expériences et des conséquences dévastatrices de la stratégie menée actuellement par l'UE envers les marchés d'Afrique de l'Ouest.

La surproduction européenne engendre du dumping sur les marchés africains

Les producteurs européens ne sont pas les seuls à subir de faibles prix lorsque l'UE ne parvient pas à maintenir la production laitière à un niveau approprié. En effet, la surproduction européenne aboutit souvent sur les marchés des pays en voie de développement à des prix de dumping. René Millogo illustre le problème à l'aide des prix du lait actuellement pratiqués au Burkina Faso : « Le litre de lait produit chez nous, coûte, en moyenne, 600 CFA (environ 91 centimes) dans les magasins. Le lait de consommation produit à base de lait en poudre importé ne coûte, par contre, que 225 CFA, soit 34 centimes. Ceci menace la production locale et anéantit les possibilités pour les communautés pastorales locales de gagner leur vie. »

Il est d'autant plus important pour les représentants burkinabés de dialoguer avec les Européens. C'est pourquoi ils se réjouissent de l'intérêt porté par les députés européens et la Commission à un dialogue en la matière. « Nous espérons que nos partenaires européens tiendront compte des informations tirées de nos entretiens dans leurs futures décisions relatives à la politique laitière. Il est crucial qu'ils s'engagent à endiguer la surproduction européenne de façon durable. Par ailleurs, il est préférable pour les Européens que les pays africains puissent subvenir à leurs besoins. Dans le cas contraire, si leur situation socioéconomique n'est pas favorable sur place, les populations jeunes notamment trouveront comme seule solution la migration vers l'Europe ou vers d'autres continents », tels les propos de Mariam Diallo.

La politique européenne ne peut perdre de vue l'être humain

Romuald Schaber de l'association européenne des producteurs laitiers EMB (European Milk Board) et Kerstin Lanje de l'organisation allemande d'aide au développement Misereor se félicitent de cet échange entre Africains et Européens. « Il est crucial que nos élus politiques discutent également avec ceux qui ne vivent pas en Europe mais qui sont touchés par les décisions prises ici », souligne Romuald Schaber. « Il ne faut pas perdre de vue les destins humains qui se cachent derrière des chiffres stériles. » Selon lui, dans la politique, il faut d'abord tenir compte des êtres humains. « Nos actes et les décisions prises au sein de l'UE devraient, dans la mesure du possible, avoir des effets positifs ou du moins neutres, en particulier pour les pays en voie de développement ; ils ne peuvent en aucun cas avoir des conséquences négatives », souligne Kerstin Lanje qui met en exergue l'importance d'une politique européenne responsable. La production d'Afrique de l'Ouest a un potentiel, mais ce dernier ne pourra être pleinement exploité que si les perturbations venues de l'extérieur restent minimales et si le marché n'est pas inondé de produits européens à bas prix.

Appel lancé au monde politique européen : mette en place des instruments de crise pour lutter contre la surproduction

Le contact établi depuis quelques années entre les producteurs du Burkina Faso et de l'UE a permis aux producteurs ouest-africains de mieux comprendre la situation de leurs homologues européens. « Nous constatons que la surproduction a également un effet dévastateur sur les prix au sein de l'UE », affirme Millogo. « C'est pourquoi nous ne

sommes pas seulement ici pour mettre en avant les répercussions d'une politique européenne de surproduction dans nos propres pays. Nous voulons aussi soutenir nos collègues européens et lancer un appel aux décideurs européens pour qu'ils s'efforcent de maîtriser la surproduction chronique au sein de l'UE en recourant à des instruments de gestion de crise. En définitive, les producteurs d'Europe et d'Afrique ont un devoir de solidarité, dans la mesure où leurs préoccupations sont les mêmes. »

Communiqué de presse de l'EMB (29 septembre 2016)

Une crise ? Quelle crise ?

© pixabay

À entendre et lire certains communiqués des derniers jours, on pourrait avoir l'impression que la crise du lait est terminée. La tendance des marchés se raffermit, le beurre est demandé et son prix en magasin augmente discrètement.

Le lait a vraiment de la valeur sur les marchés spot à 42 centimes aux Pays-Bas, l'indicateur de la Bourse de Kiel est remonté à 30.7 centimes et certaines laiteries ont même commencé à augmenter modérément les prix payés aux producteurs. La légère tendance à la hausse semble donc avoir désormais atteint jusqu'aux maillons les plus faibles de la chaîne de valeur, les éleveurs laitiers ; à moins qu'ils n'aient la mauvaise fortune de livrer à DMK, la laiterie phare, auquel cas il leur faudra patienter encore un peu. Les représentants des syndicats agricoles pavoisent, envisagent déjà la perspective mirobolante de 30 centimes d'ici à la fin de l'année et claironnent que de nombreuses exploitations survivront à la crise. Formidable !

Le marché a-t-il donc réglé la crise ? Pouvons-nous donc passer à la suite, continuer à traire, augmenter la production, chercher de nouveaux débouchés, comme si de rien n'était ? Absolument pas ! Pour mémoire : les prix sont partout encore inférieurs de 15 centimes au niveau permettant de couvrir les coûts ; les exploitations luttent avec l'énergie du désespoir pour leur survie ; la résignation, le désespoir et une atmosphère de fin du monde règnent dans de nombreuses fermes et familles. Beaucoup vont encore devoir mettre la clé sous la porte et ils le feront au moment où la tendance repartira un peu à la hausse afin d'obtenir un meilleur prix pour leurs animaux, leurs machines et leurs terres. La plupart des agriculteurs sont vraiment écœurés car ils ont compris que cette crise n'est pas un dysfonctionnement d'un système autrement bien huilé mais une conséquence directe de ce système, qui ne sert que les intérêts des laiteries et du négoce. Ceux-ci, ainsi que le syndicat agricole et la politique allemande qui a suivi ses injonctions, refusent toujours de reconnaître leur part de responsabilité et d'en tirer les conséquences. Les politiques européenne et allemande avancent désormais à petits pas dans la bonne direction ; elles proposent un programme de réduction des volumes de 150 millions d'euros et d'autres fonds doivent être liés à un contrôle des volumes : cela aurait été impensable il y a encore quelques mois !

Ces succès doivent être portés au crédit de la lutte acharnée menée par de nombreux agriculteurs, notamment par des membres de l'AbL. M. Schmidt et son ministère ont dû accepter notre projet, à contrecœur, car eux-mêmes étaient totalement désemparés et démunis. La mise en œuvre en reste toutefois timorée, semée de tracasseries administratives et à trop petite échelle, à l'évidence dans l'espoir que la crise soit terminée avant que les instruments de règlement de crise ne fassent leur effet. Le ministre français de l'agriculture a une approche différente ; il ajoute 10 centimes aux 14 centimes par litre versés par l'UE mais seulement pour les exploitations qui continuent de produire, afin que la reprise qui s'amorce profite justement à ces exploitations et que celle-ci s'accélère. Et nos laiteries dans tout cela ? Elles ont refusé durement pendant des mois de mettre en œuvre dans le secteur la réduction décidée au niveau politique et il leur arrive encore maintenant de déconseiller à leurs fournisseurs d'y participer. Cela montre bien que ce qui les intéresse surtout est de disposer de grandes quantités de lait à bas prix.

À l'opposé, la laiterie néerlandaise Friesland/Campina soutient la réduction d'État avec un bonus de 10 centimes financé par la laiterie, dans le but déclaré d'augmenter la valeur ajoutée du lait. Ailleurs, les choses peuvent donc fonctionner

autrement qu'en Allemagne, où une alliance contre nature entre un syndicat agricole, les laiteries et le monde politique conduit à voir foulés aux pieds les intérêts des agriculteurs.

Le rôle important de l'AbL est de souligner cet état de fait et de proposer des alternatives. C'est pourquoi elle est partout aux côtés des agriculteurs quand ceux-ci résistent et cherchent à attirer l'attention sur leur situation au moyen d'actions de communication. L'AbL est également en première ligne quand il s'agit de proposer des alternatives à l'impératif de la croissance, à l'intensification permanente et à l'orientation à l'export. Un autre style de production laitière est possible : durable, respectueuse des animaux et en harmonie avec la société. C'est pourquoi nous faisons progresser, avec des collègues du secteur, des initiatives comme une alimentation adaptée aux ruminants avec moins de fourrage concentré, la production de lait de pâturage, le lait sans OGM ou bio. L'un ne va pas sans l'autre : la résistance et l'initiative sont les deux faces d'une même pièce !

Ottmar Ilchmann, vice-président de l'AbL Allemagne

La crise agricole fait chuter les ventes de machines

© pixabay

Affectée par la crise actuelle sur les marchés agricoles européens, l'industrie des machines agricoles devrait connaître davantage de pertes cette année. La vente des machines agricoles serait en baisse sur tous les marchés du Comité européen des groupements de constructeurs du machinisme agricole (CEMA), la France, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, l'Espagne, le Royaume-Uni, au premier semestre 2016, selon les données récemment publiées par l'association.

« Les marchés devraient connaître une baisse également au second semestre 2016, avec des taux de régression pouvant atteindre jusqu'à 9 %, en Allemagne par exemple. L'Espagne devrait faire exception en présentant un taux de croissance de 9,5 % en 2016. Jusqu'à présent, le marché français affiche également de bons résultats (+7 %), mais cette croissance devrait ralentir au second semestre, avec un chiffre de 2 % seulement », a souligné le CEMA.

La vente des tracteurs en baisse

Les données ont mis en évidence qu'au premier semestre 2016, l'ensemble des principales machines, en dehors des vaporisateurs, avait moins de succès qu'au premier semestre 2015. La vente des tracteurs a baissé de 5,5 % sur l'ensemble des pays européens, une chute liée à l'affaiblissement de la demande de tracteurs de 50 à 250 CV.

« Cette catégorie concerne essentiellement les agriculteurs qui connaissent des difficultés avec les prix des produits, en particulier du lait. Ces difficultés pourraient s'aggraver, étant données les récoltes des différentes céréales dans de nombreux pays européens et la croissance de l'approvisionnement à l'échelle mondiale », a indiqué l'association européenne.

Des baisses similaires peuvent être remarquées pour la vente de moissonneuses, de lieuses et de tondeuses. Le marché des vaporisateurs est le seul qui ne devrait pas connaître de variation. En outre, le marché espagnol est le seul marché européen à connaître une croissance, tandis que les autres pays restent constants. Le secrétaire général du CEMA, Ulrich Adam, a expliqué que le marché des machines agricoles était étroitement lié aux évolutions du marché agricole.

« Lorsque les prix des produits agricoles, comme le lait, le blé, le maïs ou le sucre, augmentent, la demande en équipements agricoles a tendance à augmenter en conséquence », a-t-il fait remarquer. Il a également ajouté que même si les études récentes montrent la volonté des agriculteurs à investir, beaucoup ne peuvent pas le faire à cause du prix trop bas des produits, de la frugalité des récoltes et du prix élevé de la terre.

« Par exemple, seulement 9 % des agriculteurs allemands ont déclaré qu'ils pensaient investir dans de nouvelles machines au second semestre 2016, selon un sondage de l'association allemande VDMA, membre du CEMA. La vente de machines agricoles en Allemagne, le plus gros producteur de machines agricoles en Europe, a plongé de 14 % au premier semestre 2016. Dans le même temps, la production de machines a augmenté de 1,5 %.

Sarantis Michalopoulos, EurActiv (5 septembre 2016)

La concurrence déchire l'Europe

© European Union

Parmi les invités attendus lundi 19 septembre à l'université de Zurich afin de célébrer l'anniversaire du discours de Churchill en 1946 à Zurich, figurera également Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne. M. Juncker représente l'UE comme personne.

Il est un fervent partisan de la liberté du marché, bien que cette libéralisation ait pour conséquence de précipiter les citoyens dans une concurrence sans merci. La seule devise est : chacun contre tous les autres. Les français contre les allemands, les hollandais contre les irlandais, les danois contre les polonais, etc. Toi ou moi - qui survivra ? Les gagnants de cette compétition ne sont toutefois pas les citoyens, contrairement à ce que la Commission européenne suggère sans cesse, mais uniquement les grands groupes multinationaux.

Il y a un peu plus d'un an, en accord avec cette philosophie commerciale, l'UE a aboli les quotas laitiers et donné le coup d'envoi d'une augmentation effrénée des volumes de lait. En Suisse, ce pas avait déjà été franchi six ans auparavant. Les conséquences sont connues depuis longtemps : une hausse des volumes, une baisse des prix et des bénéfices accrus pour les grands groupes, alors que les agriculteurs enregistrent dans le même temps des pertes de revenus. La hausse des volumes dans l'UE se fait sentir dans le monde entier. Financièrement, les éleveurs laitiers sont désormais partout au bord du gouffre. Quiconque perd chaque jour de l'argent par son travail ne tient pas longtemps. Cela crée de la frustration, et même de la colère, non seulement chez les agriculteurs mais également dans la population. Les gens s'opposent à ce système destructeur et aux personnalités qui le défendent.

En ce jour historique, nous, les éleveurs laitiers, appelons M. Juncker, président de la Commission européenne, à marquer un temps d'arrêt et à considérer si cette concurrence poussée à l'extrême, ce « chacun pour soi », est vraiment le socle sur lequel bâtir une communauté d'États. Notre appel à M. Juncker : « M. Juncker, vous êtes le visage de l'UE. Vous portez une grande responsabilité. Un changement de direction est impératif et urgent. Il serait possible d'éviter les crises comme celle que traversent actuellement les éleveurs laitiers, si le marché du lait était soumis à des conditions-cadre raisonnables. En l'état, l'UE et les différents pays en sont réduits à devoir éviter le pire avec des aides à hauteur de plusieurs millions. Cet argent pourrait être économisé et utilisé à meilleur escient si des modalités d'accompagnement étaient définies. Il n'est jamais trop tard pour bien faire ! M. Juncker, ce ne sont pas les grands groupes qui assureront la cohésion des États-Unis d'Europe. Seul l'espoir des citoyens en un avenir commun peut servir de fondation à cette vision. »

Communiqué de presse BIG-M

Les prix du lait dans les pays - comparaison du prix du lait de l'EMB entre octobre

2015 et juillet 2016

La chute des prix s'est massivement accélérée au cours des neuf derniers mois dans toutes les laiteries répertoriées dans le comparatif. Ainsi, tous les producteurs de lait participant à cette comparaison européenne ont été confrontés depuis décembre 2015 à des prix inférieurs à 30 centimes par kilogramme, et parfois bien plus bas.

© wikimedia

Les baisses de prix les plus marquées et les plus longues ont touché les exploitations laitières de Belgique, d'Allemagne, des Pays-Bas et d'Autriche. Dans certaines laiteries néerlandaises, les prix payés aux producteurs étaient déjà passés largement en dessous de 23 centimes par kilogramme avant août 2015 et, en juillet 2016, ils étaient encore inférieurs de 2 à 4 centimes aux prix du même mois de l'année précédente. Le prix le plus bas payé aux producteurs a été enregistré en juin 2016 dans une laiterie néerlandaise à 19,32 centimes pour un kilogramme de lait à 4,0% de matière grasse et 3,4% de protéines. Depuis octobre 2015, les prix payés aux producteurs dans la même laiterie jusqu'à juillet ont baissé au total de 6,6 centimes par kilogramme de lait (23%) pour atteindre 20,05 centimes. En juillet, l'avant-dernière place est revenue au prix payé aux producteurs par la laiterie allemande étudiée, qui avait même baissé de 8,0 centimes (28%) depuis octobre 2015 pour atteindre 21,49 centimes.

17 exploitations laitières participent désormais à la comparaison des prix du lait, soit 5 de plus que lors de la dernière publication. La comparaison des prix de l'EMB est ainsi basée sur les comptes d'exploitations laitières/laiteries de sept pays européens. Nous avons pu recruter de nouveaux participants en France, en Italie et aux Pays-Bas et sommes très heureux d'avoir notre premier participant en Allemagne.

La deuxième édition comporte une nouveauté méthodologique grâce à l'ajout des prix communiqués par les producteurs de lait bio/les laiteries bio. Les arriérés de paiement ne sont toujours pas pris en compte car les prix communiqués disponibles ne couvrent pas encore une année complète.

Comparatif du prix du lait (octobre 2015 - juillet 2016)

Karin Jürgens, BAL (Büro für Agrarsoziologie und Landwirtschaft)

L'idéologie néolibérale ne peut pas fragiliser l'existence des agriculteurs

© NFU Canada

Interview avec Jan Slomp, éleveur laitier et président de l'Union Nationale des Fermiers (Canada)

M. Slomp, vous avez récemment adressé une lettre au commissaire européen à l'agriculture, M. Hogan, dans laquelle vous lui expliquiez les avantages du modèle canadien de régulation du marché du lait. Vous y affirmiez que l'Europe pourrait aussi résoudre sa crise laitière à l'aide d'un modèle similaire. Comment cela fonctionnerait-il ?

Permettez-moi de développer un peu. Au Canada, nous avions dans les années 1960 un problème similaire à celui de l'Europe, c'est-à-dire une surproduction de lait qui a obligé de nombreuses exploitations à mettre la clé sous la porte. Les agriculteurs ont discuté ensemble pendant un an et sont finalement arrivés à la conclusion que seule une limitation de la production permettrait de régler la crise. C'est de cette époque que date la gestion des volumes de lait, qui repose sur trois piliers et reste en vigueur aujourd'hui encore : premièrement, le volume produit est adapté à la demande sur le marché canadien. Deuxièmement, le prix que les producteurs agricoles reçoivent pour leur lait est calculé sur la base d'un indice qui tient compte des coûts de production dans chaque région. Enfin, l'État canadien protège ses exploitations laitières au moyen de droits de douane afin d'éviter que le marché canadien ne soit inondé de lait à bas prix acheté sur le marché mondial.

L'inconvénient de la gestion des volumes est que nous n'exportons presque rien. Ceci est naturellement inacceptable pour les partisans du libre-échange. Mais ce modèle permet à des exploitations agricoles familiales de générer un revenu confortable. Les consommateurs obtiennent des produits laitiers à des prix raisonnables. Et le mieux c'est que ce système n'a pas besoin d'être subventionné. L'ensemble du système est financé par les exploitations agricoles elles-mêmes. Il ne faudrait pas oublier que les millions d'euros qui sont injectés sous forme de mesure d'urgence dans le secteur laitier européen sont financés sur les deniers publics. Ceux-ci peuvent tout au plus stabiliser le marché à court terme. Cependant, si l'Europe veut préserver ses éleveurs laitiers et ses espaces ruraux dans le long terme, la meilleure option est une gestion des volumes de lait comme au Canada.

La plupart des consommateurs européens seraient probablement d'accord pour que les producteurs de lait reçoivent une part équitable du prix qu'ils payent au supermarché. Dans le même temps, les exigences éthiques envers la production alimentaire ne cessent de croître. Les citoyens européens accordent toujours plus d'importance aux conditions dans lesquelles les vaches sont élevées, à ce qu'elles puissent paître dans des pâturages et à ce qu'elles ne soient pas nourries avec du soja génétiquement modifié. Le modèle canadien permet-il aussi d'aider les agriculteurs à pratiquer un élevage respectueux des animaux et de l'environnement ?

Le système canadien donne aux exploitations laitières une bien meilleure sécurité pour planifier. Il est donc beaucoup plus facile d'investir dans de meilleures étables, dans l'élevage en pâturage etc., que dans un système où les agriculteurs ne cessent de craindre pour la survie de leur exploitation. Le système canadien de gestion des volumes apporte un revenu stable aux exploitations et il est possible de le lier, en contrepartie, à des exigences environnementales et de protection des animaux.

À l'heure actuelle, l'Europe semble plutôt prendre la direction opposée. M. Hogan, le commissaire européen à l'agriculture, s'est récemment rendu au Mexique, en Colombie, en Chine et au Japon afin d'explorer de nouveaux marchés pour les produits européens...

Gérer les volumes de lait ne signifie pas que l'on doit arrêter d'exporter entièrement. On ne peut toutefois pas, d'un côté, suivre une stratégie d'exportation agressive et, d'un autre côté, vouloir protéger ses propres exploitations agricoles. Les échanges doivent toujours bénéficier aux deux pays concernés. Si la demande nationale en produits laitiers est couverte et que d'autres pays veulent importer du lait européen, pourquoi pas. Il arrive toutefois fréquemment que la hausse de la production et des exportations devienne une fin en soi. Au Canada aussi, nous avons de nombreux défenseurs fervents du libre-échange. De nombreux responsables politiques ont également célébré la hausse des exportations d'aliments canadiens comme un grand succès. Ce qu'ils oublient, cependant, c'est que les importations ont augmenté d'autant dans le même temps. En fin de compte, nous abandonnons notre souveraineté sur nos propres affaires et nous ne

pouvons plus décider de la façon dont nos aliments doivent être produits.

De nombreux accords de libre-échange devraient plutôt s'appeler « accords d'échanges forcés » car ils conduisent à inonder de produits les marchés d'autres pays. Prenons l'exemple de CETA, l'accord entre le Canada et l'Europe, qui est d'une actualité brûlante. Il prévoit de relever de 17 000 tonnes les quotas d'importation de fromage européen au Canada. Cela correspond à la production de 400 élevages laitiers canadiens ! Ce ne serait pas si grave si cela garantissait au moins un revenu stable aux agriculteurs européens. Mais ce n'est pas le cas. Ces 17 000 tonnes de fromage sont un coup rude porté au modèle du marché du lait canadien. Le Canada n'aurait jamais dû accepter cette augmentation des quotas mais les producteurs de lait ne se sont pas suffisamment mobilisés et se sont satisfaits du versement d'indemnités. Celles-ci aideront peut-être les exploitations existantes mais pas les générations futures qui voudraient se lancer un jour dans l'agriculture.

Merci beaucoup pour cet entretien M. Slomp.

Un entretien d'Astrid Österreicher, bureau de Maria Heubuch, députée européenne (20/09/2016)

Informations supplémentaires :

- Lettre de Jan Slomp à M. Hogan, commissaire européen à l'agriculture
- Informations sur la régulation du marché du lait au canada : Strengthening Supply Management - Defending Canadian control of our market space and advancing food sovereignty
- Conférence de presse avec Jan Slomp

Vous pouvez nous trouver sur Facebook

European Milk Board ASBL
Rue de la Loi 155
B-1040 Bruxelles
Tel: +32 (0)2808 1935
Fax: +32 (0)2808 8265
Mail: office@europeanmilkboard.org
Document-URL: http://www.europeanmilkboard.org/https://www.europeanmilkboard.org/francais/bulletin-octobre-2016.html